

## DECLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRESIDENT DU CESER OCCITANIE

### « Halte aux violences ! et des mesures d'urgence »

Dans une république et une démocratie, rien ne justifie la violence, la destruction de biens publics et privés, l'agression délibérée pour blesser des fonctionnaires de police, des gendarmes, les menaces à l'égard de députés de la République ou des serviteurs de l'État.

Mais le gouvernement ne peut décider et réussir seul la transition écologique sans discuter sur le coût économique et social pour une large part de la population, sans négociation avec les partenaires économiques, sociaux et associatifs.

C'est pourquoi le bureau du CESER d'Occitanie réuni le 3 décembre à Montpellier demande au Président de la République et au Premier Ministre d'engager au plan national une négociation sur ces questions.

Cette démarche peut être organisée dans les régions en y associant les CESER qui portent chaque jour les défis de la cohésion économique, sociale et environnementale et œuvrent pour plus de justice sociale (lutte contre la pauvreté et le chômage dans les bassins d'emploi).

Pendant cette période de concertation (1<sup>er</sup> semestre 2019), le gouvernement devrait s'engager à suspendre toutes les mesures d'augmentation des taxes liées à l'énergie et à organiser des États Généraux de la fiscalité.

Dans le même temps et dans la même urgence, des mesures doivent être annoncées pour revaloriser les faibles revenus (*en Occitanie, 1 million de personnes sur 6 millions vivent sous le seuil de pauvreté*) mais aussi pour rassurer les classes moyennes, pour sortir des millions de personnes de la souffrance et du désespoir qui nourrissent la peur, la violence et les marchands d'illusions.

Le CESER appelle à une mobilisation de la société civile, il ne saurait cautionner les propos racistes entendus à différentes manifestations (depuis le 17 novembre) et la violence organisée.

Le CESER renouvelle son respect aux personnels de la police et de la gendarmerie ainsi que son attachement aux institutions de la République qui est notre maison commune, et à ses valeurs.